

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 12 septembre 2020
Régulièrement convoqué le 07 septembre 2020

Le 12 septembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Pauline CABANE, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Dorian PLUMEL (Pouvoir M. Cyril MANIN), Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Sandrine MAGNETTE), Mme Mathilde CONTAT (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir Mme Catherine AUTAJON)

Excusé(s) : M. Jean-Frédéric FABERT

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

3.03 - CONVENTION DE SERVITUDE AVEC RTE SUR LA PARCELLE COMMUNALE ZB 518 – RUE DU BOUQUET

Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Réseau de Transport d'Electricité (RTE) réalise des travaux de réhabilitation et de sécurisation de la ligne électrique 63 000 volts dite CHAMP de L'AYGUE – MONTELMAR et plus particulièrement, sur le tronçon 24-36 entre le quartier de la Rochelle et l'avenue de Rochemaure.

Pour ce faire, RTE doit ajouter un câble de garde et remplacer les supports n° 26 et 31 induisant un changement de silhouette et un changement de parcelle d'assiette.

Ainsi le support n°31 doit être implanté sur une parcelle communale cadastrée ZB 518, mise à disposition de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour le LET et être remplacé par un poteau monopole métallique.

C'est dans ce cadre, que RTE a transmis à la commune une convention de servitude tripartite - entre RTE, la ville de Montélimar et la Région Auvergne-Rhône-Alpes – relative au remplacement du pylône n° 1 et à son nouveau positionnement sur la parcelle communale cadastrée ZB 518.

Il s'agit d'établir à demeure un support pour conducteurs aériens d'électricité d'un diamètre au sol d'environ 2.50 mètres (fondations comprises), de faire passer les conducteurs aériens sur la parcelle ZB 518 sur une longueur d'environ 66 m et de couper les arbres et branches pouvant se trouver à proximité des ouvrages.

La Région s'est positionnée favorablement sur ce projet.

Cette convention reprend les conditions générales et particulières relatives à la constitution d'une telle servitude et mentionne les points suivants :

- la Ville autorise RTE à laisser pénétrer ses agents, ceux des entrepreneurs agissant pour son compte pour la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages,
- l'établissement de la servitude et l'implantation du support donnent droit à une indemnité de 500 €,
- les dégâts causés lors de travaux font l'objet d'une indemnisation supplémentaire,
- si la Ville entend réaliser des travaux, notamment de construction, elle devra informer RTE pour établir la faisabilité du projet ou envisager le déplacement des ouvrages électriques.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le projet de convention susmentionné,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la convention tripartite de servitude au profit de RTE sur la parcelle communale cadastrée ZB 518, rue du Bouquet,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document y afférent,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 13 septembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

